

CIPCEA

Prép'ENA Paris 1 - ENS

**Centre commun de préparation aux concours
de la haute fonction publique**

Année universitaire 2018/2019

Directeurs :

Géraldine Chavier, professeur agrégé de Droit public à l'Université Paris 1
Panthéon-Sorbonne

Arnaud Teyssier, Inspecteur général de l'administration, ancien élève de l'ENS Ulm
et de l'ENA, professeur associé à l'École normale supérieure

Responsable administrative :

Gabriela Bryda

OBJECTIFS ET DEBOUCHES

Depuis la rentrée de 2005, l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et l'Ecole normale supérieure (Ulm) unissent leurs efforts en établissant un centre commun de préparation aux concours de la haute fonction publique : Prép'ENA Paris 1-ENS. Une convention précise les modalités de cette coopération.

L'objectif est d'offrir aux étudiants le maximum de chances d'être reçus au concours externe de l'ENA et aux autres concours de même niveau (Quai d'Orsay, assemblées parlementaires, Banque de France, Administrateur territorial, Commissaire de police, EN3S, EHESP...)

L'ENA apporte son soutien moral et financier à cette formation et à la coopération entre l'Université Paris 1 et l'Ecole normale supérieure. Depuis la rentrée 2013, et dans le cadre de la communauté d'universités et d'établissements à laquelle participe l'ENA, Prép'ENA Paris 1-ENS participe à la prise en charge des élèves de la classe préparatoire intégrée de l'ENA.

Sur le plan administratif, Prép'ENA Paris 1-ENS fait partie du Centre commun de préparation aux concours de la haute fonction publique (CIPCEA) de l'université Paris 1.

La direction et la responsabilité pédagogique de la préparation sont assurées conjointement par Géraldine Chavrier, professeur agrégé de Droit public à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et par Arnaud Teyssier, inspecteur général de l'administration et professeur associé à l'Ecole normale supérieure.

L'inscription dans le Master « Affaires publiques - concours de la haute fonction publique » est distincte mais indissociable de l'inscription dans le cycle de formation préparant aux concours de la haute fonction publique. Ce parcours à finalité professionnelle s'inscrit dans la mention « Administration publique » du domaine « Droit, Economie, Gestion ».

Le master élargit les possibilités offertes aux étudiants. Le débouché principal qui est visé est la réussite au concours de l'ENA ou à d'autres concours comparables. Mais le master est un grade universitaire qui valide un niveau de formation et de compétence ; il permet éventuellement aux étudiants de viser des emplois de contractuels dans le secteur public ou dans des bureaux d'étude travaillant pour le secteur public. Il leur ouvre la possibilité de se réorienter vers la filière recherche, en vue d'une inscription en thèse.

Les enseignements sont assurés par des professeurs de l'Université Paris 1, des professeurs de l'ENS, et des hauts fonctionnaires. Deux professeurs associés de l'Université Paris 1 et un professeur associé de l'ENS, recrutés dans la haute fonction publique, apportent leur concours à Prép'ENA Paris 1-ENS.

CONDITIONS D'ACCES

Les conditions d'accès au master et à la préparation aux concours sont identiques. Les inscriptions sont distinctes, mais les étudiants n'acquittent les droits qu'une seule fois. Un étudiant ayant obtenu le master mais ayant échoué au concours pourra se réinscrire à la préparation aux concours s'il le désire, sous réserve de l'examen de son dossier.

La formation s'adresse aux étudiants titulaires d'un Master 1 ou d'un diplôme reconnu équivalent.

Pour se présenter à ces concours, il suffit d'être titulaire au minimum d'une licence. Toutefois, il faut être titulaire d'un Master 1 ou d'un diplôme équivalent pour s'inscrire en Master 2. Dans la pratique, la quasi-totalité des reçus à l'ENA sont titulaires d'un Master 1, d'un diplôme de master 2, ou sont diplômés d'une grande école. Prép'ENA Paris 1-ENS ne prépare pas aux concours internes ni aux troisièmes concours de la haute fonction publique.

Le concours de l'ENA et les concours assimilés réclament un niveau élevé et une préparation intensive, en raison :

- de la diversité des matières du programme ;
- du niveau de connaissances exigé pour chacune de ces matières ;
- du niveau de culture générale attendu des candidats ;
- des méthodes de travail indispensables à une préparation efficace.

En fonction de leurs études antérieures, tous les étudiants doivent fournir un effort particulier de mise à niveau dans des matières nouvelles, afin de se porter au niveau des exigences du concours.

Le centre commun de préparation aux concours de la haute fonction publique est ouvert aux étudiants de toutes les **universités**, des **différents I.E.P.**, des **grandes écoles d'ingénieurs**, de **gestion** et de **commerce**, aux **normaliens** des écoles normales supérieures.

SELECTION DES ETUDIANTS DEMANDANT LEUR INSCRIPTION

Pour l'année 2018-2019 environ 140 étudiants sont inscrits, nombre auquel s'ajoutent ceux qui font une deuxième année de préparation.

L'inscription est conditionnée par une procédure unique de sélection.

Les étudiants en attente du diplôme leur permettant de s'inscrire peuvent engager la procédure de sélection. Leur inscription ne pourra être effective qu'après l'obtention de ce diplôme.

Cette procédure de sélection répond à un triple objectif :

- vérifier la motivation des étudiants ;
- vérifier que les étudiants présentent le niveau de formation initiale indispensable pour se préparer avec des chances de succès aux concours ;
- constituer une classe de niveau suffisamment homogène pour que tous puissent être soumis au niveau d'exigence le plus élevé.

L'inscription est conditionnée, dans la limite des places disponibles, par la note obtenue à l'épreuve de sélection, et par l'examen du dossier du candidat.

L'épreuve de sélection, organisée en mai/juin pour l'année universitaire suivante, prend la forme d'une dissertation de droit public ou de questions économiques, au choix du candidat, d'une durée de 5 heures. Le programme est déjà celui du concours d'entrée, mais seront proposés aux étudiants des sujets de réflexion pour lesquels un étudiant issu d'un M1 en droit public ou en sciences économiques notamment, ou d'un IEP, dispose en principe de connaissances de base suffisantes.

Cette épreuve a pour but d'évaluer l'aptitude des candidats à s'exprimer avec clarté et précision et à organiser leurs connaissances en fonction des exigences formelles des épreuves du concours externe d'entrée à l'ENA.

Voici quelques sujets des dernières années :

Droit public :

- « La transparence en droit public. »
- « Les circonstances exceptionnelles en droit public français. »
- « Service public et concurrence. »
- « Le contrôle de l'administration. »
- « L'urgence. »
- « Indépendance et administration. »
- « Le recours administratif préalable. »
- « La hiérarchie. »
- « Procédure administrative et réforme administrative. »
- « L'entreprise publique aujourd'hui. »
- « Le contrat dans l'action administrative »
- « La sécurité »

Question économiques :

- « La reprise de la croissance est-elle durable ? »
- « Quel rôle de l'Etat en faveur de l'innovation ? »
- « L'euro : bilan et perspectives. »
- « Faut-il mener une politique industrielle ? »
- « Quelles politiques pour relancer la croissance économique en Europe ? »
- « L'endettement des Etats constitue-t-il une menace pour la reprise économique ? »
- « Justice sociale et efficacité économique »
- « Etats et marchés financiers »
- « La faible croissance de la zone euro est-elle la conséquence d'une insuffisante compétitivité ? »
- « Faut-il craindre une déflation dans la zone euro ? »
- « Quelles politiques pour lutter contre le chômage ? »
- « L'Etat peut-il faire faillite ? »

Toutefois, peuvent être admis, après examen de leur dossier par une commission et sans avoir passé l'épreuve de sélection, dès lors qu'ils satisfont aux conditions requises pour se présenter au concours externe de l'ENA ou à un autre concours externe de même niveau et dont le programme est voisin :

- les élèves, anciens élèves et étudiants des écoles normales supérieures titulaires au moins d'un master 1 et qui sont au moins en deuxième année de scolarité à Ecole normale supérieure ;
- les étudiants de l'Université Paris 1 ayant obtenu la mention Bien à un master 1 ou à un master 2 en droit, science économique, administration économique et sociale, science politique ou science de gestion ;
- les étudiants qui, ayant obtenu leur dernier diplôme à l'université Paris 1, auront réussi l'agrégation de sciences économiques et sociales ;
- les étudiants de l'Université Paris 1 ayant suivi en M1 l'option « Préparation aux concours » et admis à s'inscrire, par une délibération spéciale d'un jury d'admission incluant l'enseignant chargé de cette option, sur la base de l'évaluation de leurs résultats dans cette option et dans la limite des places disponibles ;
- les élèves de grandes écoles ayant passé une convention avec l'Université Paris 1 et l'ENS (HEC, ESCP Europe), dans la limite du nombre d'étudiants prévu par cette convention, sélectionnés par leur école et après examen de leur dossier par la commission de sélection de Prép'ENA Paris 1 – ENS ;
- les étudiants autorisés à redoubler.

Dans l'examen du dossier il sera particulièrement tenu compte des bases acquises en Economie et/ ou en Droit public.

Les élèves de la classe préparatoire intégrée de l'ENA sont inscrits comme étudiants à l'Université Paris 1, participent à certains enseignements, aux galops d'essai et aux examens terminaux pour l'obtention du master.

ORGANISATION DE LA FORMATION

• Mise à niveau

Les étudiants trouveront en ligne des indications de lecture de base pour leur permettre de commencer à se préparer, notamment dans les matières qui sont nouvelles pour eux.

Dès le début du mois de septembre des cours d'introduction seront proposés pour aider les étudiants à se mettre à niveau dans les matières nouvelles. Il est vivement recommandé aux étudiants admis à s'inscrire de les suivre, même si leur inscription n'a pas encore été opérée.

- ***Introduction à la science économique*** : Jean Beuve, maître de conférences, Université Paris 1
- ***Fondamentaux du droit*** : Julien Portier, Administrateur civil

- **Cours d'introduction historique** (rattaché à la direction d'étude de *Questions contemporaines d'ordre général*) : Arnaud Teyssier, inspecteur général de l'administration, professeur associé à l'ENS

Ce dernier cours a pour but d'aider les étudiants à combler les lacunes de leurs connaissances historiques de base, déplorées chaque année par les jurys de concours. L'assistance à ce cours est vivement recommandée à tous les étudiants.

- **Programme et organisation de la scolarité**

La formation est organisée conformément aux dispositions réglementaires applicables aux masters, et notamment sur une base semestrielle. Organisée seulement au niveau M2, elle s'étend sur deux semestres.

La réforme du concours de l'ENA par l'arrêté du 17 avril 2014 introduit une différenciation entre ce concours et les autres : en particulier les matières d'option sont supprimées, la nature des épreuves est modifiée dans plusieurs matières, une épreuve dite « épreuve d'interaction collective » est introduite pour l'admission.

Cette réforme a imposé une réorganisation du master et de la préparation aux concours. **Le programme du master est resserré sur les matières et les épreuves du concours de l'ENA. Sont, en outre, proposés aux étudiants les matières et les entraînements aux épreuves prévues par le règlement d'autres concours.** Ces enseignements ne sont pas pris en compte pour l'attribution du master, mais il est vivement recommandé aux étudiants de choisir ceux qui correspondent aux concours auxquels ils souhaitent se présenter. Au cours des premières semaines de la scolarité des conférences d'information seront organisées sur les écoles de la fonction publique et les carrières pour aider les étudiants à se déterminer. Enfin, une attention particulière sera portée à la préparation aux épreuves d'admission, non seulement après les résultats d'admissibilité mais aussi en cours d'année.

La formation se déroule de mi-septembre à fin juin (30 semaines). Elle est complétée par un tutorat et un entraînement aux épreuves orales d'admission après les épreuves écrites des concours, sous la forme d'oraux blancs et de conseils méthodologiques. La formation proposée s'étend donc jusqu'aux épreuves d'admission des concours auxquels se présentent les étudiants.

La formation comporte chaque semaine une vingtaine d'heures d'enseignement (543 heures sur l'année) et, à partir d'octobre, un galop d'essai correspondant à une épreuve écrite de concours ; des épreuves correspondant à des épreuves typiques d'autres concours seront également proposées. En outre, deux concours blancs sont organisés, sur une semaine, en janvier et en mai. Le calendrier des concours blancs tiendra compte du calendrier des principaux concours administratifs de niveau comparable.

Selon les matières, l'enseignement se compose d'une direction d'études et d'une conférence de méthode, ou seulement d'une conférence, par séquences d'une heure trente ou de deux heures.

La direction d'étude a pour objet la présentation, sous la forme de cours magistraux, des questions d'actualité de la discipline jugées les plus importantes dans la perspective des concours, en les rattachant aux connaissances fondamentales. Elle n'a pas pour objet de couvrir de manière exhaustive l'ensemble de la matière, mais d'approfondir ces questions en vue d'alimenter la réflexion personnelle

des étudiants. Elle est assurée par des professeurs d'université et des professeurs associés (hauts fonctionnaires).

La conférence de méthode a pour objet de travailler l'ensemble de la matière au travers d'une série de sujets choisis et traités en fonction des exigences méthodologiques des épreuves écrites ou orales des différents concours (composition avec mise à disposition d'un dossier de documents, dissertation, note sur dossier, épreuve orale). De jeunes hauts fonctionnaires ou magistrats administratifs, pour la plupart issus de l'ENA, assurent les conférences de méthode.

Le programme pourra être complété par des conférences d'approfondissement qui seront assurées par des hauts fonctionnaires en charge des questions choisies.

En plus des directions d'étude et des conférences de méthode, **chaque étudiant doit choisir parmi les maîtres de conférences et les professeurs un tuteur qui sera son référent** pendant l'année ; il peut solliciter également un enseignant du second semestre.

Les étudiants sont évalués par un jury à la fin de chaque semestre, selon les modalités fixées par le règlement du master. Le grade et le diplôme de master sont délivrés sur la base des résultats obtenus. Il est également tenu compte de l'assiduité aux différents enseignements.

En dehors du master et en vue de la préparation aux épreuves de différents concours, les enseignements suivants sont proposés :

- Langues vivantes : anglais au semestre 2 (langue obligatoire au concours de l'ENA à compter de 2018), allemand, espagnol, italien,
- Droit constitutionnel,
- Droit parlementaire,
- Gestion territoriale,
- Préparations spécifiques aux concours : Administrateur de l'Assemblée nationale, Administrateur du Sénat, Administrateur des affaires maritimes, Administrateur territorial (INET), Banque de France, Commissaire de police, Conseiller à la Chambre Régionale des Comptes, Directeur d'Hôpital, Dirigeant de la Protection sociale (EN3S), Secrétaire du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (cadre général et cadre d'orient), Conseiller du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (cadre général et cadre d'orient)

Dans les matières qui ne justifient pas l'ouverture d'une conférence de méthode, un tutorat peut être organisé pour soutenir le travail des étudiants désireux de choisir cette option à un concours.

Les étudiants doivent accorder la plus grande importance à leur niveau de langue, en particulier en anglais. Des entraînements et une évaluation adaptées sont proposés.

Seront, en outre organisés, au second semestre, des entraînements aux épreuves d'entretien et à l'épreuve d'interaction collective. Une préparation à l'expression orale sera également proposée.

La formation est complétée par des conférences d'actualité, qui permettent aux étudiants d'entendre et de rencontrer des personnalités invitées à présenter un sujet important d'actualité.

Ces conférences jusqu'en 2018 ont accueilli, notamment :

- ✚ BOUCAULT Bernard, ancien directeur de l'ENA et ancien préfet de police de Paris
- ✚ DE SAINT PULGENT Maryvonne, Présidente de Section au Conseil d'Etat
- ✚ ASVASADOURIAN Jean-Pierre, Ministre plénipotentiaire, Inspecteur général adjoint des Affaires étrangères
- ✚ PINAULT Michel, Membre du Conseil constitutionnel, Conseiller d'Etat
- ✚ DUCROZ Sylvain, Directeur des Hôpitaux Universitaires Paris Centre
- ✚ TABUTEAU Didier, Titulaire de la Chaire Santé de Sciences PO ;
- ✚ REVEL Nicolas, Secrétaire général adjoint à la Présidence de la République ;
- ✚ KEPEL Gilles Professeur à Sciences Po Paris
- ✚ LAURENS Henry, Professeur au Collège de France, titulaire de la Chaire « Histoire contemporaine du monde arabe » ;
- ✚ LEVY Jacques, Professeur à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne ;
- ✚ ALEXANDRE Laurent, Président de la société DNA Vision ;
- ✚ THIEULIN Benoît, Président du Conseil nationale du numérique ;
- ✚ VEDEL Renaud, Directeur adjoint du cabinet du ministre de l'Intérieur ;
- ✚ OSEREDCZUK Arnaud, Conseiller pour le financement de l'économie et de l'euro ;
- ✚ FRAGONARD Bertrand, Conseiller-Maître à la Cour des Comptes, Président du Haut Conseil de la Famille, responsable des travaux préparatoires au projet de loi sur la dépendance ;
- ✚ DEMIER Catherine, secrétaire générale du Haut Conseil des prélèvements obligatoires ;
- ✚ RIVIERE Constance, Maître des Requêtes au Conseil d'Etat et Conseillère au Cabinet du Président de la République ;
- ✚ CHEVALIER Eric, Ambassadeur de France en Syrie ;
- ✚ ROUSSELY François, ancien directeur général d'EDF ;
- ✚ GUILLAUME Marc, Conseiller d'Etat, Secrétaire général du Conseil Constitutionnel ;
- ✚ POCHARD Marcel, Conseiller d'Etat, ancien directeur général de l'administration et de la fonction publique ;
- ✚ SCHRAMECK Olivier, Président du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;
- ✚ PRZYLUSKI Valentin, conseiller technique transition écologique de l'économie et adaptation aux changements climatiques auprès de Mme Delphine BATHO, ministre de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie ;
- ✚ DE ROMANET Augustin, Président Directeur Général du Groupe ADP
- ✚ LUQUIENS Corinne, Membre du Conseil constitutionnel, Secrétaire générale honoraire de l'Assemblée nationale

Invité exceptionnel 2017/2018:

Cycle des conférences de Jean-Jacques Urvoas, ancien garde de Sceaux, ministre de la Justice et ancien député

Les conférences d'actualité sont ouvertes aux étudiants des ENS et aux étudiants de l'université Paris 1 inscrits dans d'autres masters.

PROGRAMME DES ENSEIGNEMENTS

Conformément à la réglementation relative aux masters, la formation est organisée en semestres et les enseignements sont regroupés en unités d'enseignement, auxquelles correspondent des crédits européens du niveau M2.

Intitulé des UE et des enseignements	Dir. d'études	Conf. de méthode	Autre	Total	Co-eff.	Crédits
Semestre 1						
UE n° 1 :	55	49		104	4	8
Droit public	14	26		40	2	5
Questions sociales	14	23		37	2	5
Questions internationales	27					
UE n° 2 :	28	72		100	5	10
Questions économiques	14	26		40	2	5
Questions européennes	14	26		40	2	5
Anglais		20		20	1	2
UE n° 3 :	28	49		77	6	12
Questions contemporaines d'ordre général	14	26		40	2	4
Finances publiques	14	23		37	2	4
Volume semestriel des enseignements	111	360*		471*		
Volume semestriel par étudiant	111	170		281	15	30
Intitulé des UE et des enseignements	Dir. d'études	Conf. de méthode	Autre	Total	Co-eff.	Crédits
Semestre 2						
UE n° 1 :	42	72		114	6	10
Droit public	14	26		40	2	4
Questions sociales	14	23		37	2	4
Finances publiques	14	23		37	2	2
UE n° 2 :	28	52		80	4	8
Questions économiques	14	26		40	2	6
Questions européennes	14	26		40	2	6
UE n° 3 :	14	54		68	6	12
Questions contemporaines d'ordre général	14	26		40	2	4
Questions internationales		28		28	2	4
Volume semestriel des enseignements	84	356*		440*		
Volume semestriel par étudiant	84	178		262	16	30

**2 groupes en conférences de méthode et 3 groupes en anglais*

NB :

- 1) Les volumes horaires ne prennent pas en compte des modules propres à certains concours qui ne sont pas validés pour le master
- 2) D'autres langues seront proposées en dehors du programme du master en fonction des programmes de certains concours et des besoins des étudiants

CONTRÔLE DES CONNAISSANCES ET EXAMENS DANS LE CADRE DU MASTER

1) Modalités de contrôle des connaissances

1. L'examen est organisé après chaque semestre d'enseignement.
2. Le contrôle des aptitudes et des connaissances comporte des épreuves écrites et orales.
3. L'assiduité aux enseignements est obligatoire. Il ne peut être toléré plus de 2 absences justifiées par semestre en conférences de méthode.

TRES IMPORTANT : les étudiants doivent impérativement passer les épreuves du concours blanc qui sont aussi les épreuves du master pour obtenir le diplôme. **IL N'EST PAS POSSIBLE D'ORGANISER DES EPREUVES DE RATRAPAGE ET IL N'Y A PAS DE DEUXIEME SESSION, QUELS QUE SOIENT LES MOTIFS D'UNE ABSENCE.** Un étudiant ne peut pas passer à son gré une autre épreuve que celle pour laquelle il a été inscrit. Tout manquement à ces règles se traduit par la défaillance à l'épreuve concernée, ce qui fait obstacle à la délivrance du diplôme.

2) Notation des épreuves

Epreuves théoriques

- 1° Une composition écrite de 5 heures, notée sur 20 (semestre 1 et 2), dans les matières suivantes: Droit public; Questions contemporaines d'ordre général; Questions économiques;
Sauf en Questions contemporaines d'ordre général, le sujet est accompagné d'un dossier de documents de 10 pages au plus ;
- 2° un examen oral noté sur 20 en Questions internationales (semestre 2) et en Questions européennes (semestre 1 et 2)

Epreuves pratiques

- 1° Une épreuve écrite de note d'analyse et de proposition à partir d'un dossier notée sur 20 en Questions sociales (semestre 1 et 2)
- 2° Une épreuve écrite notée sur 20 en Finances publiques (semestre 1 et 2) sous la forme de réponses synthétiques à des questions courtes pouvant être accompagnées de textes, graphiques et tableaux synthétiques à expliquer et commenter, d'une durée de 3 heures
- 3° un examen oral en langue vivante notée sur 20 à la fin du premier semestre

3) Conditions d'obtention du diplôme

1. La délivrance du diplôme de master est subordonnée à la validation des deux semestres d'enseignement. Toutefois, le jury du second semestre peut procéder à la compensation entre les deux semestres. A cet effet, il peut faire usage de points de jury.
2. Le semestre d'enseignement est validé dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne. Pour le calcul de la moyenne, il est tenu compte des coefficients attribués à chaque épreuve.
3. La validation d'un semestre entraîne l'attribution des crédits européens correspondants.
4. La défaillance à une épreuve fait obstacle à la validation du semestre.

4) Attribution du grade de master

1. La validation du diplôme de master confère le grade de master en « Droit, Economie, Gestion», mention « Administration publique»

2. Le diplôme est assorti des mentions suivantes en fonction des notes obtenues en deuxième année de master pour l'ensemble de l'année :

- Passable, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 10
- Assez bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 12
- Bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 14
- Très bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 16

3. Le diplôme de master professionnel ne peut être délivré qu'après validation de l'aptitude à maîtriser au moins une langue vivante étrangère.

4. Supplément au diplôme :

Le diplôme de master est accompagné de l'annexe descriptive mentionnée au 4° de l'article 2 du décret du 8 avril 2002 portant application au système français d'enseignement supérieur de la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur.

5. Redoublement :

En ce qui concerne le master, le redoublement d'un semestre ou de l'année ne peut être accordé qu'à titre exceptionnel par décision du Président de l'Université sur proposition du responsable du diplôme ; dans ce cas, l'étudiant conserve les UE acquises et peut conserver sur sa demande les notes obtenues en vue d'une UE restant à acquérir.

RESULTATS

Aux concours au titre de l'année 2017, les résultats ont été les suivants, sur environ 80 étudiants ayant passé les concours :

- Concours de l'ENA : 27 admissibles, 10 admis + 1 liste compl.
- EHESP : 26 admissibles, 16 admis
- EN3S : 11 admissibles, 4 admis + 2 sur liste compl.
- D3S : 4 admissibles , 4 admis
- Conseiller des Affaires étrangères Cadre d'Orient : 1 admissible, 1 admis
- Secrétaire des Affaires étrangères : 6 admissibles, 3 admis
- INET : 18 admissibles, 10 admis sur 15 présents aux oraux
- Adjoint de direction de la Banque de France : 19 admissibles, 16 admis
- Assemblée Nationale : 14 admissibles, 4 admis
- Commissaire de Police : 2 admissibles, 1 admis
- Administrateur des Affaires Maritimes : 3 admissibles, 2 admis (2017), 4 admissibles, 2 admis (2018)

NB : Prép'ENA Paris 1 – ENS ne peut pas savoir combien de ses étudiants se sont effectivement inscrits et présentés aux concours ci-dessus – ou éventuellement à d'autres concours de même niveau.

EQUIPE PEDAGOGIQUE

L'équipe pédagogique fait appel aux professeurs de l'université Paris 1 ou de l'ENS et à des fonctionnaires des grands corps recrutés par l'ENA ou par des concours de même niveau.

Tous les étudiants suivent en un seul groupe les directions d'études (cours magistraux – CM) ; ils sont en revanche répartis en deux classes pour les conférences de méthode (TD dans le tableau), sauf pour les matières à option et les conférences de langues vivantes autres que l'anglais.

Matière	Directions d'études		Conférences de méthode	
	Noms	Fonctions	Noms	Fonctions
Droit public	Michel Verpeaux	Professeur de droit public, Paris 1,EDS	Paul-François Schira	Auditeur Conseil d'Etat
	Rémy Schwartz	Conseiller d'État, Professeur associé Paris 1, EDS	Vincent Ploquin-Duchefdelaville	Auditeur Conseil d'Etat
			Thérèse Renault	Première conseillère - Rapporteur au tribunal admin. de Paris
	Géraldine Chavrier	Professeur de droit public, Paris 1, EDS	Guillaume Poupeau	Conseiller au tribunal admin. de Paris
			Thomas Brisset	Conseiller au tribunal admin. de Paris

Questions économiques	Philippe Askenazy	DR CNRS, Professeur attaché ENS, membre de Conseil d'Analyse Economique	Thomas Cargill Florian Bosser Raphaëlle Hours	Insp des finances Insp des finances Adm Civ dir budget Min des Finances
	Günther Capelle-Blancard	Professeur Paris1 UFR Science économiques	Florence Gomez	Insp des finances
Questions contemporaines d'ordre général	Arnaud Teyssier	ENS, ENA Inspecteur général de l'administration Professeur associé à l'ENS	Alexis Chabot	Professeur IEP Paris
			Christophe Giolito	Défense, CPENA, IGPDE
			Victor Lespinard	Adm.Sénat
			Violaine Ricard	Cons. discours.Cab.Prés.IDF
			Roy Dauvergne	Insp des finances
Questions européennes	Stéphane Rodrigues	MCF Droit public Paris 1, EDS, avocat Barreau de Bruxelles	Violette Fischer	MEAE, Direction de l'Union européenne
			Kamil Talbi	Min. de l'Environnement Adm. Civil
			Clément Robert	Min. de l'Environnement Adj. au chef de bureau
			Olivier Marty	Expert associé auprès de la Fondation Schuman
Questions sociales	Jean-Emmanuel Ray	Professeur Droit du travail Paris 1, EDS	Pierre Gallet	Attaché de direction CNAV
	Hayet Zeggar	IGAS, Conseillère sociale au sein de la représentation permanente de la France auprès des Nations Unies, Professeur associé à l'Université Paris 1	Emmanuelle Le Ruyet	Adm. Sénat
			Renaud Wetzel	Adm. Assemblée Nationale
			Nicolas Scotté	Min. des Affaires sociales, Direction de la SS
			Elisabeth Féry-Lemonnier	Conseillère médicale et scientifique du directeur général, Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône Alpes
Paul-Antoine Georges	Min des Solidarités et de la Santé-Adm civil			

Questions internationales	Evelyne Lagrange Quentin de Rancourt	Professeur Droit international , Paris 1, EDS Adj. au Dir. des Aff. Juridiques du MAEDI	Edouard Dambrine Martin-Pierre Charliat Pierre Capiomont Pierre-Arnaud Blanchard	Conseiller MEAE Conseiller MEAE Conseiller MEAE Conseiller MEAE
Finances publiques	Robin Degron Vincent Uher	Conseiller spécial auprès du Commissaire général-France Stratégie Professeur associé à l'Université Paris 1 Adm Civil DLF, Maitre des requêtes en service extraordinaire	Robin Degron Vincent Uher Alban Genais Antoine Imberti	Conseiller-France Stratégie Professeur associé UP1 Adm Civil DLF, Maitre des requêtes en service extraordinaire Insp des finances Auditeur Cour des Comptes
LANGUES				
Anglais			Alexandrine Guyard-Nedelec Elizabeth Lévy Alicia Mornington	MCF Paris 1 DDL MCF Paris 1 DDL MCF Paris 1 DDL
Allemand			Cécile Oberlé	MCF Paris 1 DDL
Espagnol			Hortense Flores Canela Llecha Llop Françoise Griboul Maud Yvinec	Professeur agrégé Paris 1 DDL Professeur agrégé Paris 1 DDL Professeur agrégé Paris 1 DDL MCF Paris 1 DDL
Italien			Judith Revel	MCF Université Paris 10
Options et préparations spécifiques hors maquette du diplôme				
Gestion territoriale/ INET			Loïc Robert Carine Saloff-Coste Michel Guenneau	Adm territoriale- Cour des Comptes Adm. Ville de Paris DGS Vallée Sud Grand Paris
Droit parlementaire/ SENAT			Rémy Carof Claire Maunand	Rédacteur des débats Sénat Adm Sénat
Droit constitutionnel			Chloé Sottovia	Adm. Assemblée Nationale

			Julien Souplet	Adm. Assemblée Nationale
EN3S			Philippine Michel-Paulsen Marie Lafage	Sous-directrice CPAM des Yvelines Chargée de mission à la CNAF
BDF			Eloïse Lecouturier	Economiste- Cadre de direction Banque de France
DH			Jean-Bernard Castet	Directeur général adjoint du GHT Val-de-Marne EST
Assemblée Nationale			Freddy Lemaitre Pierre-Alain Sarthou	Adm. Assemblée Nationale Adm. Assemblée Nationale
Chambre Régionale des Comptes			Margaux Lelong Louise Mesnard	Conseiller CRC Conseiller CRC
Affaires Maritimes			Nicolas Singellos Arthur de Cambiaire	Adm. AF Adm. AF
Commissaire de police			Pierre-Etienne Hourlier Eva Devictor	Commissaire de police Commissaire de police
Coaching à l'expression orale			Anaïs Coq	Formatrice en expression communication
MEAE			Hélène Riss Marion Dahan	Secrétaire des affaires étrangères, MEAE Secrétaire des affaires étrangères, MEAE

COÛT

Pour l'année universitaire 2018-2019, les droits d'inscription en Master 2 « Affaires publiques » et en cycle de préparation au concours de l'ENA s'élèvent à : 1.300€ Ces frais de formation sont définitivement acquittés. Toutefois les étudiants qui réussissent l'un des concours auxquels prépare la formation et dont les résultats sont publiés avant le 31 mars peuvent demander le remboursement des frais de formation **correspondant au 2nd semestre**.

Les étudiants doivent en outre acquitter les droits généraux d'inscription en master à l'université soit environ 243 euros (un arrêté ministériel publié durant l'été fixe le montant des droits).

Les étudiants désireux de faire une seconde année de préparation peuvent faire leur inscription après les résultats du concours ou de l'admissibilité. S'ils réalisent leur inscription en janvier, après les résultats d'admission du concours de l'ENA, ils ne régleront que la moitié des droits de la préparation aux concours, mais devront payer l'intégralité des droits d'inscription à l'université. Aucune autre modulation des droits d'inscription n'est possible.

Les étudiants peuvent bénéficier de bourses sous certaines conditions :

1. Sur critères sociaux, de mérite, de service public : consulter le site www.crous.fr

2. Une aide financière de l'ENA peut être accordée aux étudiants inscrits à Prép'ENA Paris 1 – ENS. Les dossiers sont à retirer au bureau du CIPCEA en septembre.
3. Allocation pour la diversité dans la fonction publique.

ADMINISTRATION

Responsable administrative : Gabriela Bryda
Adjointe en gestion administrative : Gabrielle Grondin
Gestionnaires de scolarité : Romain Brunet de Courssou et Elise Richard

Siège de Prép'ENA Paris 1 - ENS
1 rue d'Ulm, 75005 - Paris

Adresse postale : 12, place du Panthéon, 75231 – Paris cedex 05
Téléphone : 01 44 07 79 35
Adresse électronique : cipcea@univ-paris1.fr

Site web : <http://www.pantheonsorbonne.fr/ufr/cipcea/>
Les informations relatives à Prép'ENA Paris 1 – ENS sont mises à jour en ligne régulièrement.

Les inscriptions se font via le portail « **e-candidat** ».
L'adresse du portail : <https://ecandidat.univ-paris1.fr>

Les candidats s'inscrivent en Prép'ENA et parallèlement Master 2 « Affaires publiques – concours de la haute fonction publique ».

Les étudiants trouvent au siège de Prép'ENA Paris 1-ENS des ouvrages spécialisés sur la préparation des concours.

Les étudiants ont accès aux bibliothèques de l'Université Paris 1 dans les conditions applicables aux étudiants inscrits en M2, ainsi qu'à la bibliothèque de l'École normale supérieure Ulm, dans les conditions prévues par le règlement de cette bibliothèque.

